

Arguments pour la lutte sociale n° 53 du 18 septembre 2016

Luttes sociales et élections présidentielles

Les 8 et 15 septembre

La journée d'action pour l'abrogation de la loi « El Khomri » appelée par la CGT, la CGT-FO, la FSU, Solidaires, l'UNEF et les organisations lycéennes, a vu manifester de 150.000 à 175.000 travailleurs, parfois rejoints par des lycéens. Ce n'est pas négligeable et cela indique la volonté maintenue de combat des couches de militants syndicaux et de travailleurs qui ont été au cœur des grandes mobilisations du printemps et du début de l'été. En arrière-plan, mais ceci est fondamental, le niveau des grèves et des « petits » conflits dans les entreprises reste significatif. A la manifestation de Paris, c'était par exemple les sous-traitants des aéroports de Paris. A Belfort, les travailleurs d'Alstom et leurs familles contre le plan de fermeture et de suppression de 400 emplois. A Besançon, les 8 ouvriers de Sol-Pose, qui se sont aperçus que le patron leur fait faire depuis des années tous les métiers du bâtiment au salaire minima, en grève totale pour un salaire correct.

La grande masse des travailleurs cependant, tout en sympathisant, ne s'est pas déplacée et n'a pas fait grève, ce qui dans la plupart des entreprises n'aurait été possible qu'à deux conditions non réunies : des appels clairs (ce qui était loin d'être toujours le cas), et la certitude d'une mobilisation générale.

Le même fait a pu être observé, une semaine auparavant, avec la grève pour l'abrogation de la « réforme du collège » appelée dans l'enseignement public secondaire. Alors que les conflits locaux internes à des établissements ou opposant écoles et parents aux inspections d'académie sont nombreux, que plusieurs grèves contre les classes surchargées ont lieu dans des lycées, et que le rapport de force réel fait que, pour l'instant, dans beaucoup de collèges, la « réforme » existe surtout sur le papier (ce qui est à double tranchant car l'inégalité dans son application, instaurant l'inégalité d'un collège à l'autre, est dans l'esprit même de la « réforme » !), la masse des professeurs n'a pas fait grève le 8 septembre.

Dans les deux cas, les salariés n'avaient aucune confiance ni aucune garantie réelle dans l'efficacité de ces journées. En effet, dans les deux cas également, les directions syndicales nationales n'annoncent aucune suite claire. La presse a martelé que le 15 septembre était le « *baroud d'honneur* ».

CGT et FO protestent contre ce terme. La CGT dit que « *la loi travail n'entrera pas dans les entreprises* », mais les décrets d'application, certes en retard, devraient sortir en octobre, et tenter d'empêcher la loi de rentrer dans les entreprises suppose qu'elle frappe déjà à leur porte. FO annonce une guérilla juridique allant de recours à l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à des

recours individuels, toutes choses qui supposent que la loi s'applique et que ceci produit des réactions, ce qui certes ne manquera pas d'arriver, mais qui ne saurait être présenté comme une action générale pour son abrogation, même si cette revendication demeure. D'une manière un peu similaire, le SNES-FSU, principal syndicat des professeurs de lycées et de collèges, appelle à la « *résistance pédagogique* ». Or, c'est déjà ce que font beaucoup d'enseignants, et ceci aboutit souvent à appliquer plus ou moins la « réforme » en s'efforçant, par un travail usant, d'en limiter les dégâts ... quitte à faire passer la pilule - même si là aussi, demeure la revendication d'abrogation.

Exécutif contre état de droit

Le gouvernement quant à lui, ne semble pourtant pas considérer que le mantra du « *baroud d'honneur* » et ce manque de perspective suffisaient pour neutraliser l'immense danger d'une reprise réelle de la mobilisation, car il sait très bien que mécontentement et volonté de lutte sont là et bien là.

M. Cazeneuve a donc fait réitérer par les préfets, particulièrement ceux de Paris, Nantes et Rennes, les consignes visant à provoquer la violence : cerner au plus près les manifestants, chercher le contact, apparaître en groupes dispersés, perturber les accès à la manif et le droit de se déplacer, fermer les stations de métro (il serait temps d'interpeller le pouvoir sur cette pratique scandaleuse, non ?), laisser se développer les poches de violence, bombarder indifféremment les manifestants et le public dès que « ça chauffe » avec grenades dites de « désencerclement » (alors qu'elles servent à encercler les gens) et tirs de flash-ball.

Le résultat est accablant : Laurent Théron, secrétaire médical à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), syndiqué à SUD-Santé-Sociaux, a perdu l'usage de son œil directement atteint par une grenade lancée à « l'aveugle » (?) sur des manifestants pacifiques ; et selon les camarades de la FERC-CGT de Paris l'un d'eux est « disparu », probablement en garde à vue, depuis maintenant trois jours à l'heure où sont écrites ces lignes.

Œil crevé, enlèvement : l'incroyable liste noire des méfaits du ministre de l'Intérieur et du préfet de Paris, dont la responsabilité politique incombe à l'exécutif, s'allonge encore. Il s'agit d'une mise en cause de l'état de droit, dans lequel les libertés publiques garanties par la loi sont au dessus des pratiques de l'appareil d'État qui doit s'y conformer et au besoin être mis en examen, jugé et puni s'il les viole. C'est le cas. Les autorités ne pensent même plus à invoquer l'« état d'urgence » que le massacre de Nice a fait reconduire, tant il est devenu évident pour elles que cet état d'urgence doit devenir permanent et n'a pas de rapport avec les attentats islamistes. Mais justement : l'état d'urgence permanent, c'est la fin de l'état de droit, du droit à la sûreté, de l'habeas corpus.

Que faire ? Notre point d'appui

Est-il si difficile que cela de dessiner ce que pourraient, ce que devraient, être les perspectives de lutte sociale au delà du 8 septembre et du 15 septembre ? Nullement.

Nous avons un grand point d'appui : la position unitaire de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires et de l'UNEF pour l'abrogation de la loi « El Khomri », ainsi que la position des syndicats affiliés à ces confédérations ou fédérations dans l'enseignement pour l'abrogation de la « réforme du collège ». **Ce point d'appui ne demeurera intact que si on s'appuie dessus**, justement, pour agir, et agir, c'est agir centralement.

Il est vrai que l'accumulation de journées d'action plus ou moins distantes les unes des autres n'est pas utile. L'immense résilience des travailleurs qui ont continué à y participer en nombre, 15 septembre y compris, loin de justifier la tactique des journées d'action espacées, prouve au contraire qu'une montée en puissance aurait été possible, le 31 mars, fin avril début mai, et début juin, dans le but de gagner, ce qui aurait défait le gouvernement et ouvert la crise du régime : est-ce pour cela que les directions syndicales nationales ont toujours eu peur d'aller jusque là lorsque c'était possible et nécessaire ?

Ce qu'il est possible de faire

Voilà la question politique qui conditionne encore à présent la possibilité de l'action à l'échelle nationale. Car si une énième journée d'action serait superflue, **un appel clair, à l'avance, à une manifestation nationale dirigée vers le gouvernement et l'Élysée, préparée à échelle de masse** en s'en donnant les moyens, centraliserait et généraliserait ces centaines, ces milliers d'affrontements qui sont engagés dans les entreprises et qui vont se multiplier avec les décrets d'application de la loi, de même qu'une initiative similaire et centrale vers le ministère de l'Éducation nationale centraliserait et généraliserait les nombreuses batailles locales. (1)

Abrogation de la loi El Khomri, abrogation de la réforme du collège, et défense des libertés démocratiques et de l'état de droit : levée immédiate de l'état d'urgence, qui n'est pas dirigé contre Daesh mais sert à crever l'œil de manifestants - alors que Daesh a dénoncé le « peuple de France qui manifeste pour son ventre, pour le contrat de travail » ! -, enquête sous contrôle démocratique et châtiment des responsables des exactions commises depuis des mois, jusqu'au plus haut niveau.

Dans les entreprises, oui, en demandant l'abrogation, il s'agit de bloquer la loi en bloquant tout de suite les dérives patronales visant à instaurer le code de chaque patron dans chaque boîte.

A Alstom, c'est la réquisition qui s'impose pour suspendre tous les licenciements.

Qui ne voit, en y réfléchissant, que les obstacles à un tel développement de l'action ne sont pas à la base ? Il ne s'agit pas de se précipiter. Il faut y aller posément, massivement, et en concentrant nos forces, nous pouvons gagner.

(1) Nous reviendrons prochainement sur l'appel du site La Sociale à des états généraux pour l'instruction publique, initiative nécessaire en effet :

<http://la-sociale.viabloga.com/news/construire-des-etats-generaux-pour-l-instruction-publique>

Abordons les présidentielles par la lutte sociale

Mais que signifie « gagner » contre un président et un gouvernement maintenant que nous sommes à quelques mois de l'élection présidentielle ?

Défaire la loi El Khomri au printemps, par deux-trois jours de grève totale et une montée à Paris, c'était ouvrir la crise de régime. Encore à présent, mais sous la forme suivante : une mobilisation sociale centralisée contre l'exécutif, cet exécutif qui gouverne pour le MEDEF et diligente mauvais coups et atteintes aux libertés démocratiques, c'est délégitimer toute candidature aux présidentielles de Hollande ou d'un substitut quelconque de Hollande.

Or, si l'on examine les choses au plan strictement électoral, le problème des présidentielles pour les travailleurs, et parmi eux pour les militants de gauche demeurés attachés aux besoins du monde du travail, c'est Hollande (ou son substitut). **Par définition, sa candidature ou celle de son remplaçant sera une candidature de division, ayant pour fonction réelle de conduire à un second tour droite-extrême droite.** Ce n'est que dans le cas d'une multitude de candidatures à gauche comme à droite que Hollande ou son substitut peut espérer aller au second tour, cas très hypothétique comme serait alors très hypothétique le fait que par défaut et rejet il soit élu contre Mme Le Pen. Peut-on accepter de se laisser « suicider » avec Hollande ou son substitut, lui qui a trompé, pillé, matraqué, humilié, ruiné, licencié, militarisé, piétiné droits sociaux et démocratiques ?

Remarquons ici au passage que l'argumentation que nous développons là rejoint celle des amis de G. Filoche en faveur d'une « primaire de toute la gauche » qui, selon eux, permettrait de se débarrasser de l'hypothèque Hollande. Sauf que la masse du salariat ressent une telle proposition comme consistant à s'associer avec les représentants de ce président et de ce gouvernement pour faire une primaire, et que la lutte sociale âpre qui l'oppose à l'exécutif fait qu'elle ne saurait y adhérer. De plus les appareils organisant l'éventuelle primaire sont des tricheurs et, au final, rien ne garantit que Hollande ou son substitut en tienne compte.

Ce qui, par contre, peut réellement finir de vitrifier ce pouvoir au point de rendre sa candidature soit impossible, soit totalement délégitimée et honteuse par tous les bouts, c'est la lutte sociale se centralisant contre lui.

Autrement dit, la lutte sociale centralisée contre l'État et le patronat n'est pas une « alternative » qui tournerait le dos à ces élections présidentielles qui s'annoncent si laides. Il n'y a pas à « choisir » entre « faire grève et manifester » ou « s'investir dans la présidentielle ». C'est en faisant grève et en manifestant, mais non pas à l'aveuglette, non pas sans plan de combat, mais en agissant pour la centralisation et la généralisation de la lutte de classe, qu'on prépare sérieusement la présidentielle, les législatives et la suite, et c'est seulement ainsi qu'on crée les conditions pour défaire la droite et l'extrême-droite qui sont en attente sur le boulevard que leur a dégagé l'exécutif Hollande-Valls.

Beaucoup de militants, au moment actuel, comme cela était perceptible tant dans le public de la fête de *l'Humanité* que dans les rangs du cortège CGT à Paris le 15 septembre, qui veulent un débouché et qui refusent l'issue annoncée des présidentielles, soutiennent la candidature de Jean-Luc Mélenchon dans la mesure où, malgré toutes les critiques que l'on peut faire, elle apparaît comme celle susceptible de faire le plus de voix une fois qu'on refuse tant Le Pen que Juppé ou Sarkozy et que Hollande ou Valls. Mais ce ralliement se présente et est ressenti comme un pis-aller, une obligation, un choix par défaut, ce qui rencontre la méthode choisie par le candidat d'une construction gaullienne par en haut, que l'on peut résumer par « ralliez-vous à moi, faites allégeance ». Non seulement cette méthode entre directement en contradiction avec la promesse de changer de régime et de convoquer une constituante une fois élu roi, mais elle va, bien avant d'en arriver là, entrer fatalement en contradiction avec les besoins réels des travailleurs, qui sont des besoins d'auto-organisation, de lutte, d'unité et de conscience se construisant par en bas, par eux-mêmes. Cela sans même parler des positions bonapartistes et impérialistes françaises du dit candidat. Mais l'effet le plus négatif de cette méthode est d'installer les militants en position d'attente et de ralliement au moment précis où c'est leur activité et leur initiative qui seraient nécessaires et utiles.

Si une offensive sociale centralisée défaisait Hollande et Valls, le choix du candidat le mieux placé pour ouvrir une nouvelle perspective ainsi rendue possible pourrait alors se faire librement. Toute lutte sociale est une lutte politique, aujourd'hui plus que jamais.

C'est pourquoi la tâche *politique*, y compris par rapport à la présidentielle, qui nous semble la plus importante au moment *présent*, est de prendre appui sur la position des principales organisations syndicales pour l'abrogation de la loi El Khomri et de la réforme du collège, pour aller vers une initiative centrale du type manifestation nationale, bien préparée, tournant ainsi le dos à la dispersion et à l'attente d'un sauveur ou d'une bouée dans des élections dont la grande masse estime pourtant qu'il ne saurait en sortir rien de bon !

Une synthèse ...

Les autoroutes ont été, comme chacun sait, concédées à de grands requins du privé qui perçoivent le montant des péages pour leur gestion de ce que les fonds publics ont permis de construire.

Le gouvernement Hollande-Valls, via sa ministre de l'Environnement Royal et son secrétaire d'État aux Transports Vidalies, vient d'annoncer que la population serait mise à contribution, directement via une hausse des péages entre 2018 et 2020, et par le biais des collectivités locales et donc des impôts locaux, pour financer un milliard d'euros de travaux nécessaires.

« *L'usage des autoroutes est en principe gratuit.* » dit la loi de 1955 sur les autoroutes. Mais juste après elle autorise concessions et péages, destinés à « *la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le concessionnaire.* »

En résumé : l'argent public est investi et sa rémunération et son amortissement vont alimenter le capital des crocodiles.

C'est sans doute cela, la « *synthèse social-démocrate* » de MM. Hollande et Cambadélis : les gens payent, les capitalistes empochent, du « gagnant-gagnant » !

Pour Sarkozy, « l'homme » est arrogant

« *Il faut être arrogant comme l'homme pour penser que c'est nous qui avons changé le climat.* »

Par cette « petite phrase », M. Sarkozy joue son chrétien plein d'humilité - ah mon Dieu que c'est arrogant, « l'homme » ! -, mais non pas pour s'incliner devant dame Nature, mais pour la tenir responsable de tout, comme ça le capital est tranquille.

Le voilà donc sur les traces de Trump et de Duterte, le président-flingueur des Philippines, en matière de climat.

Et il nous sort cela alors que le pays subit la pire sécheresse du demi-siècle.

Honte à Sarkozy, bien sûr, mais honte aussi à l'exécutif Hollande-Valls qui a fabriqué les conditions où on se retrouve à nouveau à commenter les propos d'un Sarkozy !

Un trotskyste des années 70 est caché dans ce dessin, trouvez-le !

Pierre Laurent, dirigeant du PCF, fait selon J.L. Mélenchon du « *trotskysme des années 70.* » ce qui consiste selon Mélenchon à mettre les gens au pied du mur en leur demandant s'ils sont pour l'unité.

En fait, c'est lui qui met le PCF et tout le monde au pied du mur, non pas sur la nécessité de l'unité, mais sur le fait de soutenir sa candidature, en s'appuyant sur les institutions de la V^e République qui ne laisseraient aucun choix.

Mais cette fameuse unité, en quoi consiste-t-elle ? Ni Pierre Laurent ni Jean-Luc Mélenchon ne proposent l'unité d'action tout de suite pour arracher à ce président et à ce gouvernement l'abrogation de la loi « El Khomri ». Ce serait pourtant la meilleure manière de gagner la présidentielle « à gauche » afin d'en finir avec les institutions de la V^e République et d'ouvrir la voie à la démocratie.

C'est d'ailleurs ce que ferait un ancien « trotskyste des années 70 » candidat digne de ce nom ...

Une petite Sainte Alliance

Ce mercredi 21 septembre, un appel a été lancé à un grand rassemblement contre le « *racisme républicain* ». La République, le républicanisme, le « laïcisme », voilà l'ennemi.

Au moment où dans tout le pays la question centrale est l'abrogation de la loi El Khomri et de la réforme du collège.

Au moment où les violences policières du 15 septembre ont souligné encore la centralité du combat pour la défense des libertés publiques et la levée immédiate de l'état d'urgence.

Au moment où dans toute l'Europe les réfugiés du Proche et du Moyen Orient et d'Afrique sont en butte au refus des États de les accueillir comme il se doit et aux attaques racistes.

Au moment où s'engagent en France des élections présidentielles avec en position de favorite pour le premier tour la candidate du FN, parti historiquement construit sur le racisme anti-arabes.

Au moment où les crimes islamistes de masse ne sont pas parvenus à provoquer de vague raciste dans la société française mais ont justifié la reconduction de l'état d'urgence et le projet anti-laïque d'un concordat de seconde zone imposé aux musulmans sunnites, ballon d'essai lancé de concert avec l'Église catholique.

A ce moment précis, plusieurs forces politiques ont découvert leur ennemi n°1 : le « Printemps républicain ». Qu'est-ce que le Printemps républicain ? Un regroupement formé au printemps dernier, sur la base d'un appel qui défendait la laïcité, le refus de toute discrimination et l'égalité hommes-femmes contre le FN et contre les islamistes, et voulait réaffirmer les « valeurs de la République » - sans préciser laquelle. Des personnalités du PS ou proches du PS, du PCF, du PG, du MRC, de République et Socialisme, notamment, en font partie, ainsi que quelques personnalités bourgeoises ou proches du pouvoir. Selon plusieurs des promoteurs du rassemblement « anti-printemps républicain » du 21 septembre, il s'agirait, par un étonnant effet de loupe, d'un fait décisif de toute la situation politique française : rien de moins que l'équivalent du *tea party*, qui a pris Marine Le Pen par la droite pour lui permettre de passer pour modérée !

Nous avons affaire là à un délire du type de la dénonciation du « social-fascisme » par le stalinisme au début des années 1930. Et de même que le PC allemand disait fin 1930, à propos du gouvernement réactionnaire Brüning, « le fascisme est là », de même certains promoteurs de cette initiative veulent nous faire croire - avec l'aide du *New York Times* et du *Guardian*, ces tribunes ouvrières bien connues ! - qu'en France un régime fascisant interdit aux musulmans d'aller à la plage, confondant le gouvernement bonapartiste en perdition de Hollande et Valls avec un gouvernement fasciste.

Pire encore : la laïcité, l'état de droit, la démocratie, sont dénoncés de fait comme des formes institutionnelles « françaises », « blanches », « occidentales », « coloniales ». Toute critique de la religion est dénoncée et menacée comme devant être interdite car elle serait « islamophobe ». On ne parle plus de racisme anti-arabes, mais d' « islamophobie ». Et l'on prétend que l'antisémitisme a été remplacé par celle-ci.

Ainsi, la voie est libre pour le racisme anti-arabe et pour l'antisémitisme !

Car, tout en dénonçant comme « islamophobe », raciste ou fasciste quiconque se met en travers de leur chemin, les bonnes âmes du 21 septembre amorcent bel et bien leur propre dérive, crispée dans la haine identitaire envers la figure du « laïcard blanc » qu'ils voient dans bien des militants ouvriers de ce pays.

Ce cartel associe le PIR (Parti des Indigènes de la République), *think tank* racialisé et antisémite, le NPA, Jean Baubérot, théoricien des laïcités multiples et de la libre occupation de tout l'espace public par les religions que veut mettre en œuvre l'Observatoire de la laïcité auprès du premier ministre (toujours en place, alors que le premier ministre est censé tirer les ficelles du Printemps républicain), les émissaires du CCIF et des islamistes partisans du voile, de l'enfermement et des coups pour les femmes, et comportait, dans son premier groupe de signataire, un représentant de l'ultra-droite pro-Poutine, enlevé dans un second temps de cette liste.

Pour ce petit cartel le mot « République » est source de toutes les douteuses synthèses. Mais quelle est donc cette synthèse qui s'affiche autour de la haine de la « République » ?

La formation d'un cadre politique commun à une partie de l'extrême-gauche et des composantes islamistes et racistes proches de l'extrême-droite, le liant du tout étant fourni par des chrétiens sociaux sur le terreau de la vieille haine contre « les laïcards », exige d'être suivie avec toute la vigilance nécessaire par quiconque entend combattre le racisme, l'antisémitisme, et défendre les libertés démocratiques et la laïcité.

Le malaise d'Hillary

Le malaise, filmé, d'Hillary Clinton le 11 septembre dernier, en plein hommage aux victimes des attentats de masse du 11 septembre 2001, est un événement important. L'irrationnel et le soupçon sont des facteurs politiques d'autant plus importants que les enjeux sociaux sont étouffés et que le débat démocratique est remplacé par la publicité. Que la personnalité censée promise, quasiment depuis le berceau, à la Maison blanche, se révèle malade (après qu'on l'ait caché), et que la triple symbolique du 11 septembre (triple, car au 11 septembre 2001 s'ajoute celui de 2016 avec le « malaise de Clinton », avec entre les deux la mort de l'ambassadeur US à Benghazi le 11 septembre 2012, dont la responsabilité est attribuée à H. Clinton) vienne se greffer, voilà qui n'est pas négligeable. Si l'on rationalise le message politique de ce faisceau de faits et de présomptions, on obtient ceci : la présidente annoncée ne pourra peut-être bien pas présider.

Voilà qui fait les affaires de Donald Trump, alors qu'il est considéré, et semble souvent se considérer lui-même en en faisant son orgueil, comme un abruti ignorant incapable de gouverner !

De plus, H. Clinton lui a fait un cadeau supplémentaire, volontaire celui-là : elle a - un peu pompette disent les mauvaises langues ...- dans une réunion de riches donateurs, qualifié de *basket of deplorables*, ce dont la traduction la plus exacte serait sans doute « ramassis de ploucs », les partisans de Trump, qui se sont emparés depuis de l'expression.

Aussi impopulaires l'un que l'autre, Clinton et Trump : la question est donc de savoir lequel va perdre le plus et faire gagner l'autre. A ce stade, c'est Clinton. Le refus de voter de millions d'américains, et accessoirement le score sans doute honorable du candidat libertarien et de la candidate écologiste (pourtant eux aussi peu estimables : le premier n'a pas su ce qu'est « Alep » lors d'une interview, la seconde récite le site du régime de Poutine, Sputnik, en guise de discours politique ...), dessinent en creux le sentiment majoritaire de rejet des uns et des autres - ce qu'avait manifesté la campagne Sanders aux primaires démocrates.

La crise du pouvoir exécutif US et la crise du *leadership* US au niveau mondial se rejoignent. La perspective de l'élection d'une dirigeante historique de la diplomatie, à l'origine du - pour l'instant impossible ! - « recentrage Asie-Pacifique », en fin de parcours et au bord de l'implosion, ou bien de l'élection d'un matamore de télé-réalité isolationniste, s'ajoutant aux hésitations permanentes des années Obama, aboutit déjà à des errements de grande ampleur dans la direction *militaire* des États-Unis, jetant le doute sur la nature même de cette direction. L'accord de cessez-le-feu Kerry-Lavrov passé avec la Russie en Syrie semble avoir été ouvertement contesté par les chefs du Pentagone, relayés par le secrétaire à la Défense Ashton Carter. Dans ce contexte, l'erreur de bombardement de Deir es-Zor, où l'aviation US a bombardé l'armée de Bachar el Assad - une première ! - est ouvertement considérée comme très louche par le pouvoir russe, et il peut se le permettre.

Le vacillement d'Hillary Clinton le 11 septembre dernier, métaphore et catalyseur du vacillement dangereux de l'impérialisme US à tous les niveaux ...

Un itinéraire militant, de Jean-François Chalot : le parcours d'un instituteur du peuple

Paru récemment le livre autobiographique de notre ami Jean-François Chalot retrace son parcours militant et personnel avec beaucoup de finesse et d'émotion. Élu municipal à Vaux le Pénil, militant laïque et politique, ancien instituteur syndicaliste, Jean-François possède plus d'une corde à son arc. Lire cet ouvrage d'un peu plus de cent pages c'est replonger dans plus de 50 ans d'histoire politique, sociale et militante où notre camarade fut très souvent en première ligne du combat pour la justice sociale, la laïcité et l'égalité.

Instituteur et activiste

Né en 1948 dans le village de Blandy les Tours, à l'Est de Melun où son père est directeur d'école, c'est un enfant déjà rebelle mais qui, très tôt, a contracté le virus de la lecture qui, aujourd'hui encore, demeure sa grande passion. On suit alors le parcours du jeune normalien qui devient instituteur en même temps qu'il plonge dans le bain militant en adhérant aux Jeunesses socialistes SFIO (le PS de l'époque) et au puissant SNI (syndicat national des instituteurs) auquel il va consacrer son énergie et son temps. Mai 68 lui fait découvrir les militants trotskistes de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) qu'il rejoint avec enthousiasme tant la sclérose de la SFIO paraît alors avancée et irréversible. Au cours de ces brûlantes années 70, où la jeunesse s'engage en masse dans les rangs d'organisations de gauche et d'extrême-gauche, Jean-François prend toute sa part aux combats de l'époque : la lutte contre la guerre du Vietnam, la solidarité avec le Chili d'Allende, les comités de soldats et les bagarres pour les droits démocratiques des jeunes appelés à l'armée. Son activisme dans les rangs trotskistes ne l'éloigne cependant jamais du terrain où sa pratique professionnelle, inspirée des méthodes de pédagogie active et anti-autoritaire de Célestin Freinet, le met en contact quotidien avec les enfants de communes rurales et populaires de Seine et Marne. Il devient également au cours de ces années un pilier de la tendance École Émancipée qui rassemble en son sein les enseignants révolutionnaires et anti-staliniens. Militant syndical et politique, il est un constant et ardent défenseur de l'indépendance du mouvement social vis-à-vis des appareils qui voudraient le contrôler.

Le combat laïque et l'éducation populaire

Quittant avec son épouse, elle aussi institutrice, et ses enfants la Seine et Marne à la fin des années 70 il vit et travaille quelques années en Mayenne. Dans un département conservateur, empreint de culture catholique, Jean-François est un actif animateur du grand combat laïque pour la défense d'une école publique unifiée, projet abandonné en rase campagne par le gouvernement de Pierre Mauroy en 1984. Revenu dans sa Brie natale il demeure un actif militant de l'École Émancipée mais se tourne de plus en plus vers le monde associatif de l'éducation populaire. Il termine sa carrière professionnelle dans le Val de Marne comme animateur aux Francas (francs et franchises camarades) avec la même envie de transmettre ses valeurs émancipatrices à la jeunesse.

A la recherche d'un nouveau parti des travailleurs et des exploités

Avec courage, l'auteur nous fait également part de son expérience d'entrisme au sein du parti socialiste. A la demande de la LCR il rejoint les rangs du courant chevènementiste Socialisme et République en Seine et Marne et devient, à ce titre, membre du bureau fédéral du PS 77 entre 1988 et 1991. Il s'engage corps et âme dans la lutte contre la guerre du Golfe, tente d'entraîner les militants PS sur sa ligne avant de rallier le MDC créée par JP Chevènement en 1993. Il rompra vite avec le mouvement qui se perd bientôt en tentant de rallier « les républicains des deux rives ». Sa rupture avec la LCR est consommée en 2001 après la scission de l'École Émancipée. Après un court passage au Parti de gauche, Jean-François milite désormais au Parti ouvrier indépendant démocratique (POID), petit mouvement trotskiste très implanté dans le mouvement syndical. Mais là n'est plus l'essentiel de l'activité militante de notre camarade.

Avec le peuple au quotidien

En 2003, à l'heure de retraite il a créé, avec d'autres bénévoles, l'association Familles Laïques de Vaux le Pénil. En dix ans la structure s'est ancrée dans le paysage local en proposant des cours d'alphabétisation, de l'aide aux devoirs et des permanences « surendettement » dans tous les quartiers de l'agglomération melunaise. Le droit au logement et le refus des expulsions locatives est également une priorité dans l'action militante de Jean-François. Être avec le peuple et organiser son combat sur des bases unitaires et laïques pour disputer le terrain aux mouvements religieux réactionnaires est devenu une des plus fermes convictions de Jean-François ces dernières années. C'est guidé par cette idée qu'il est élu à Vaux le Pénil sur la liste de gauche de Pierre Herrero, qui signe une belle postface à l'ouvrage, où il œuvre au développement des associations de la ville.

Ce livre est un témoignage éclairant sur une vie de combats pour une société égalitaire et démocratique en même temps qu'une volonté de transmettre le flambeau aux jeunes générations. J'ai moi-même côtoyé Jean-François ces dernières années et j'ai aimé sa passion, son énergie, son envie de changer le monde. Fermant l'ouvrage et songeant à notre camarade toujours actif pour faire reculer l'injustice ce sont les mots de Victor Hugo qui viennent à l'esprit lorsqu'il déclara en 1849 : « je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli ».

Julien GUERIN

Lire : [Jean-François Chalot, *Un itinéraire militant*, le Scorpion brun, 8€](#)

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions.